

Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art
Herausgeber: Visarte Schweiz
Band: - (1915-1916)
Heft: 154

Artikel: Ordonnance concernant la protection des beaux-arts par la Confédération : (du 3 août 1915)
Autor: Decoppet / David
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-624873>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ordonnance

concernant la protection des beaux-arts

par la Confédération

(Du 3 août 1915.)

Le Conseil fédéral suisse,

En exécution des arrêtés fédéraux concernant l'avancement et l'encouragement des arts en Suisse, des 22 décembre 1887¹ et 18 juin 1898², et en vue de régler les autres questions relatives à la protection des beaux-arts par la Confédération ;

Sur la proposition de son département de l'intérieur,

arrête :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

Article premier. Le Conseil fédéral fixe pour chaque année, sur la proposition de son département de l'intérieur, l'emploi du crédit alloué pour l'avancement et l'encouragement des beaux-arts en Suisse, et sa répartition entre les diverses tâches prévues à l'article premier des arrêtés fédéraux des 22 décembre 1887 et 18 juin 1898, savoir :
 a. organisation d'expositions suisses des beaux-arts et participation à des expositions étrangères ;
 b. achats d'œuvres d'artistes suisses ;
 c. création par la Confédération ou avec son appui de monuments publics artistiques ;
 d. allocation de bourses à des artistes de mérite.

Art. 2. Sur la proposition de son département de l'intérieur, le Conseil fédéral nomme une commission d'experts de 9 membres, qui porte le nom de « commission fédérale des beaux-arts ».

Le Conseil fédéral veillera à ce que les principales branches des beaux-arts soient représentées dans la commission ; celle-ci devra comprendre en outre des membres qui ne soient pas des artistes de profession. Sur les 9 membres de la commission, il y aura au moins trois représentants de la Suisse française et un de la Suisse italienne. La composition de la commission, dans son ensemble, devra présenter la garantie que toutes les tendances d'art soient équitablement prises en considération et soutenues.

Art. 3. La commission fédérale des beaux-arts a pour tâche d'examiner toutes les questions et affaires importantes ayant trait à l'exécution des arrêtés fédéraux précités, ainsi que toutes les questions d'art intéressant la Confédération, dans le domaine de la peinture, de la sculpture et de l'architecture, et de présenter à ce sujet des préavis au département de l'intérieur.

La commission avisera en outre de son propre chef au moyen de faire progresser et d'encourager les arts, dans le sens des arrêtés fédéraux cités ; à cet effet elle présentera au département de l'intérieur les propositions utiles et le secondera dans l'exécution de ses décisions et des arrêtés du Conseil fédéral.

Art. 4. Il est interdit aux membres de la commission de participer personnellement ou de prendre part d'une façon quelconque aux entreprises soumises à l'examen de la commission, telles que concours, etc.

Art. 5. La commission se renouvelle chaque année par la sortie et le remplacement de ceux de ses membres qui sont en fonctions depuis quatre ans.

Les membres sortant ne sont pas rééligibles avant le terme de deux ans.

Art. 6. Le président et le vice-président de la commission sont nommés par le Conseil fédéral ; l'un des deux doit être un artiste de profession. Les dispositions de l'article précédent ne leur sont pas applicables ; le Conseil fédéral veillera toutefois à ce que des mutations interviennent de temps à autre dans la présidence et la vice-présidence.

Art. 7. Le bureau, composé du président et du vice-président, prépare l'ordre du jour des séances et exécute les décisions prises.

La commission peut consulter des experts ou les appeler à prendre part à ses délibérations ; elle peut aussi constituer dans son sein des sous-commissions, chargées de tâches spéciales.

¹ Voir *Recueil officiel*, tome XVI, page 790.

² Voir *Recueil officiel*, nouvelle série, tome X, page 523.

Art. 8. La commission des beaux-arts jouit de la franchise de port pour sa correspondance officielle.

Les membres de la commission sont indemnisés conformément au règlement en vigueur concernant les indemnités de présence et de déplacement de membres de commissions, des experts, etc.

Le président reçoit en outre pour sa gestion une indemnité annuelle convenable dont le montant est fixé par le Conseil fédéral, sur la proposition du département de l'intérieur.

Art. 9. Un fonctionnaire du département suisse de l'intérieur est mis à la disposition de la commission des beaux-arts pour exercer les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire exerce aussi, dans la règle, les fonctions de commissaire des expositions des beaux-arts organisées par la Confédération. Au cas où il paraîtrait nécessaire de désigner un commissaire spécial, celui-ci sera nommé par le Conseil fédéral, sur la proposition de la commission des beaux-arts, et rétribué sur le crédit des beaux-arts.

Art. 10. Il sera tenu un procès-verbal sommaire des délibérations et résolutions de la commission.

CHAPITRE II

Dispositions concernant les expositions des beaux-arts.

1. Expositions suisses.

Art. 11. Une exposition suisse des beaux-arts est organisée dans la règle tous les deux ans ; elle dure au moins huit semaines.

Art. 12. La commission fédérale des beaux-arts est l'autorité directrice de l'exposition, et responsable à ce titre de l'arrangement de celle-ci, au point de vue artistique et esthétique ; le Conseil fédéral exerce le droit de haute surveillance de l'exposition.

Art. 13. Ont le droit de participer à l'exposition tous les artistes suisses, quel que soit leur domicile, ainsi que les artistes étrangers domiciliés en Suisse depuis au moins deux ans.

Ne sont admises dans la règle que les œuvres d'artistes vivants, ou décédés depuis la dernière exposition. Une œuvre ne peut être exposée qu'une fois. Les œuvres exécutées d'après des projets précédemment exposés, mais dans une autre matière ou selon un autre procédé, ne tombent toutefois pas sous le coup de cette disposition.

Chaque artiste ne pourra exposer que deux ou trois œuvres au plus de la même catégorie, et il disposera au maximum de 15 mètres carrés de paroi ou de plancher. On ne pourra déroger à cette règle que dans des cas exceptionnels, en faveur d'artistes particulièrement éminents.

À la demande de groupes d'artistes dont les œuvres peuvent remplir au moins une salle, il pourra leur être attribué des locaux à part, et dans ce cas le placement des œuvres sera laissé aux soins du groupe. Les excédants de frais résultant des dispositions spéciales des groupes seront supportés par ceux-ci.

Art. 14. Les œuvres envoyées sont soumises à l'examen d'un jury d'admission de neuf membres, tous artistes de profession, et nommés à nouveau pour chaque exposition suisse des beaux-arts. Si le président de la commission des beaux-arts est artiste de profession, il préside de droit le jury d'admission ; sinon celui-ci est présidé par le vice-président de la commission.

Des huit autres membres et des trois suppléants chargés de les remplacer en cas d'empêchement, quatre membres et deux suppléants sont nommés par les artistes inscrits comme exposants. À cet effet, chacun de ces derniers peut joindre à sa demande d'inscription un bulletin de vote portant les noms de trois artistes de la Suisse allemande et trois de la Suisse romande (française et italienne). Les deux artistes de chaque région linguistiques qui réunissent le plus de voix sont élus membres du jury, et les deux suivants, soit un pour chaque région, suppléants.

Les quatre autres membres et le troisième suppléant du jury sont ensuite nommés par le Conseil fédéral, au vu d'une double présentation de la commission des beaux-arts, à laquelle il n'est pas lié, et sur la proposition du département de l'intérieur. En procédant à la nomination, le Conseil fédéral veillera à ce que toutes les branches principales de l'art, toutes les régions linguistiques et les diverses tendances artistiques soient équitablement représentées dans l'ensemble du jury.

Outre le président, deux autres membres du jury peuvent être choisis dans le sein de la commission des beaux-arts.

À l'exception du président ou, le cas échéant, du vice-président, aucun membre ne peut être élu deux fois de suite dans le jury de l'exposition suisse des beaux-arts.

Le jury d'admission ne peut délibérer valablement que si sept au moins de ses membres sont présents.

Le vote a lieu à mains levées.

Une œuvre d'art ne peut être refusée qu'à la majorité de deux tiers des voix.

Le département de l'intérieur peut décider que les œuvres seront soumises au jury sans indication de leur auteur.

Le jury d'admission décide en dernière instance si une œuvre présente les qualités artistiques requises pour être exposée.

Les œuvres des membres de la commission des beaux-arts et du jury sont admises sans examen ; ceux-ci sont toutefois soumis aux mêmes restrictions que les autres exposants.

Art. 15. Sauf le cas prévu au dernier alinéa de l'article 13, le placement des œuvres admises est effectué par une commission spéciale nommée par la commission des beaux-arts et composée de trois artistes particulièrement qualifiés, appartenant si possible à des groupes différents.

Aucune œuvre exposée ne peut, sans une autorisation spéciale de l'administration de l'exposition, être retirée avant la clôture de l'exposition.

Art. 16. Les frais de transport des œuvres admises, à l'aller et au retour, sont supportés par l'exposition. Quant aux œuvres refusées, l'exposition prend à sa charge les frais de retour, pour les envois sur territoire suisse, mais les frais de l'aller demeurent à la charge de l'expéditeur et sont pris en remboursement lors du renvoi si l'exposition en a fait l'avance.

Les frais de transport, à l'aller et au retour, des œuvres expédiées tardivement et qui pour cette raison ne sont plus admises à l'examen du jury, demeurent à la charge des expéditeurs.

Art. 17. L'administration de l'exposition assure les objets exposés contre l'incendie, pour la durée de l'exposition.

Art. 18. L'autorité prend les mesures nécessaires pour la protection des objets exposés, pendant la durée de l'exposition ; mais elle n'assume aucune responsabilité envers les exposants non plus qu'envers les refusés.

Art. 19. Il appartient au Conseil fédéral de désigner la localité où a lieu l'exposition suisse des beaux-arts.

Art. 20. La localité désignée comme siège de l'exposition est tenue de verser, pour la couverture d'une partie des frais de montage, de démontage et d'usure du bâtiment d'exposition transportable, une contribution équitable, qui s'élèvera à dix mille francs au moins pour le bâtiment complet. Elle doit en outre mettre gratuitement à la disposition de l'exposition le terrain nécessaire, aménagé et prêt à recevoir le bâtiment.

Art. 21. Le Conseil fédéral se réserve de faciliter, en dérogation aux dispositions aux articles 11 à 20, l'organisation d'expositions de groupes, reconnues comme expositions suisses. Dans ce cas les groupes d'artistes nommeront librement leur jury et assumeront entièrement la responsabilité de l'organisation de l'exposition, tandis que la Confédération se bornera à mettre gratuitement à leur disposition le bâtiment d'exposition ou des parties de celui-ci et à leur accorder éventuellement une subvention.

Art. 22. Les dispositions complémentaires et d'exécution, tant pour le cas de l'organisation de l'exposition selon les articles 11 à 20 de la présente ordonnance, que pour le cas prévu à l'article 21, sont contenues dans les règlements spéciaux, édictés par le Conseil fédéral sur le préavis de la commission des beaux-arts et la proposition du département de l'intérieur.

2. Expositions régionales et expositions de sociétés.

Art. 23. Dans les années où il n'y a pas d'exposition suisse des beaux-arts, des subventions fédérales pourront être accordées à l'organisation d'importantes expositions régionales ou de sociétés. Pour la fixation du montant de ces subventions, on tiendra compte de l'importance des frais de l'exposition et de l'étendue du champ d'action de celle-ci.

3. Expositions des beaux-arts à l'étranger.

Art. 24. La Confédération favorise la participation collective d'artistes suisses à des expositions des beaux-arts à l'étranger.

Art. 25. Le Conseil fédéral désigne les expositions pour la participation auxquelles l'appui de la Confédération sera accordé et décide de quelle manière cette participation sera organisée dans chaque cas. A cet effet, il édicte sur le préavis de la commission des beaux-arts et la proposition du département de l'intérieur des règlements spéciaux, dans lesquels il sera tenu compte des dispositions prises par les administrations des expositions étrangères. Le Conseil fédéral se réserve expressément la faculté de limiter à un nombre restreint d'artistes suisses éminents, vivants ou décédés, la participation à ces expositions. Le choix des artistes admis est effectué par le Conseil fédéral, sur le préavis de la commission des beaux-arts et la proposition du département de l'intérieur.

La Confédération ne participe pas plus d'une fois par année à des expositions étrangères. Dans les années où a lieu une exposition suisse des beaux-arts, la participation de la Confédération à des expositions étrangères n'est dans la règle pas consentie.

Art. 26. L'organisation des sections suisses dans les expositions étrangères incombe à la commission des beaux-arts.

Art. 27. La Confédération prend à sa charge :

- a. Les indemnités à verser au commissaire spécial, ainsi qu'au jury ;
- b. les frais de transport des œuvres acceptées par le jury suisse, du domicile de l'artiste à l'exposition, ainsi que les frais de retour, si les expositions étrangères ne prennent pas ces frais à leur charge ;
- c. les frais de déballage et de remballage des œuvres, de placement et de surveillance ; enfin les frais de nettoyage et ceux de l'aménagement indispensable des locaux d'exposition.

CHAPITRE III

Dispositions concernant l'achat d'œuvres d'art.

Art. 28. La Confédération acquiert des œuvres d'art :

- a. directement ;
- b. par l'intermédiaire des sections de la société suisse des beaux-arts qui rejoignent l'exposition itinérante de cette société ;
- c. par l'intermédiaire des musées publics, cantonaux et municipaux, indépendants de la société des beaux-arts et qui organisent de temps en temps des expositions des beaux-arts importantes, rétrospectives ou générales, auxquelles sont admis au moins tous les artistes d'un canton, sans égard au fait qu'ils appartiennent au non à une société quelconque.

Il appartient au département de l'intérieur de décider si un musée remplit ces conditions.

Sur le montant que la Confédération pourra affecter annuellement aux acquisitions indirectes (lettres b et c), les trois quarts au moins seront versés à la société suisse des beaux-arts.

Art. 29. La commission des beaux-arts fait les propositions voulues pour les acquisitions directes.

Seules, les œuvres de mérite supérieur pourront être acquises.

La commission arrête ses propositions par vote à main levée ; la majorité des deux tiers des voix est nécessaire pour proposer un achat.

La proposition d'achat est formulée sans indication de motifs.

La commission des beaux-arts ne peut pas proposer l'achat d'œuvres de ses membres.

Le Conseil fédéral prend les décisions définitives, sur la proposition du département de l'intérieur.

Art. 30. Les œuvres acquises directement par la Confédération sont remises en dépôt aux musées publics, ou placées dans les édifices publics de la Confédération.

Les cantons qui ne possèdent pas de musée peuvent recevoir, à titre exceptionnel, des œuvres d'art pour décorer leur salle du grand conseil ou d'autres locaux propres des édifices cantonaux.

Il sera fourni à l'association des musées d'art suisses l'occasion d'examiner les œuvres à répartir et de présenter ses vœux au département de l'intérieur, sous forme d'une liste de répartition commune.

Le Conseil fédéral procède à la répartition définitive des œuvres.

Les obligations des dépositaires concernant l'assurance, la conservation des œuvres, etc., sont consignées de façon explicite dans les reconnaissances de dépôt souscrites par eux.

Art. 31. Les acquisitions auxquelles la Confédération fait procéder par l'intermédiaire des sections de la société suisse des beaux-arts ou des musées cantonaux et communaux indépendants de cette société, ne peuvent être effectuées qu'à l'exposition suisse des beaux-arts, à l'exposition itinérante de la société des beaux-arts ou à l'art. 28, lettre c.

Elles doivent être soumises à l'approbation du département de l'intérieur. A cet effet, on lui donnera connaissance sans retard du nom de l'auteur, du titre, du genre et du prix des œuvres dont l'acquisition est projetée.

Les œuvres d'art ainsi acquises avec les fonds de la Confédération demeurent la propriété de celle-ci, mais elles sont remises en dépôt aux sections de la société des beaux-arts chargées de l'achat, ou aux musées à ce autorisés, moyennant la remise d'une reconnaissance de dépôt et l'acceptation des obligations qui y sont stipulées.

CHAPITRE IV

Dispositions concernant les monuments publics érigés ou subventionnés par la Confédération.

Art. 32. Le Conseil fédéral prend, sur le préavis de la commission des beaux-arts et la proposition du département de l'intérieur, les décisions relatives à l'érection de monuments publics et à l'allocation de subventions à des entreprises de ce genre.

Des monuments artistiques peuvent être érigés comme entreprises propres de la Confédération, ou bénéficier de subventions de celle-ci, à la requête d'une autorité ou d'un comité d'initiative.

Dans les deux cas, les monuments projetés doivent avoir un caractère national ou historique, dans le sens de l'arrêté fédéral du 22 décembre 1887.

a. Entreprises de la Confédération.

Art. 33. Peuvent être entrepris par la Confédération des ouvrages d'architecture monumentale, ainsi que des œuvres de peinture ou de sculpture destinées à la décoration d'édifices publics, en premier lieu de bâtiment fédéraux ou affectés à des services de la Confédération.

Art. 34. Des projets pour les ouvrages de cette nature sont obtenus:

- a. par un concours public, simple ou à deux degrés, entre les artistes suisses, domiciliés en Suisse ou à l'étranger, ou
- b. par un concours restreint entre les artistes suisses qui paraissent particulièrement qualifiés pour l'accomplissement de la tâche proposée, ou
- c. par commande directe à l'artiste suisse qui présente les garanties les plus sûres pour l'exécution d'une œuvre supérieure.

Art. 35. Pour l'appréciation des travaux présentés et la distribution des prix annoncés par le programme de concours, le département de l'intérieur nomme, sur la proposition de la commission des beaux-arts, un jury de sept membres, dont cinq au moins doivent être des artistes de profession.

Si un premier concours ou une commande directe n'a pas donné de résultat satisfaisant, un nouveau concours, public ou restreint, pourra être ouvert.

Art. 36. Un programme fixe les conditions de chaque concours. Il stipulera que les projets ne répondant pas à ces conditions seront exclus du concours. Le jury est tenu d'appliquer cette disposition.

Art. 37. Lorsque, pour une même entreprise, il est ouvert successivement un concours public et un concours restreint, ne seront admis au second que les participants au premier, désignés par le jury, sauf comme pour tous les concours restreints, cinq artistes au maximum, concourant à rang égal.

Art. 38. Le jury classe les projets. Sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral, l'auteur du projet dont l'exécution est proposée reçoit la commande aux conditions fixées selon la proposition du jury. Dans un second concours, tous les participants, à l'exception de celui auquel l'exécution de l'œuvre est confiée, reçoivent une indemnité fixée d'avance. Cette indemnité est versée même si aucun des projets n'est jugé propre à être exécuté.

Art. 39. Le Conseil fédéral décide de l'exécution d'un projet, après quoi l'exécution est confiée à l'auteur du projet, sur la base d'un contrat spécial. La commission des beaux-arts a la surveillance des travaux.

b. Autres entreprises.

Art. 40. Lorsqu'une autorité ou un comité d'initiative se propose d'ériger un monument public et désire obtenir à cet effet une subvention fédérale, le Conseil fédéral sera en premier lieu invité à se prononcer sur la question de savoir si l'œuvre projetée a un caractère national ou historique dans le sens de l'arrêté fédéral du 22 décembre 1887 et s'il est disposé à lui assurer en principe une subvention fédérale, sous réserve de l'approbation du projet.

Au surplus il incombe au requérant de présenter lui-même un projet et de soumettre en même temps au Conseil fédéral un programme de l'œuvre à entreprendre et des modalités de son exécution, avec devis.

Art. 41. Si le projet d'érection du monument rencontre un tel assentiment que son exécution avec l'aide de la Confédération puisse être sérieusement envisagée, la commission des beaux-arts, une fois la demande de subvention présentée, procédera elle-même à l'examen du projet ou provoquera la constitution d'un jury pour y procéder; ensuite elle présentera au département de l'intérieur des propositions indiquant si le projet, sous réserve des modifications reconnues nécessaires, peut être admis en principe, s'il y a lieu d'allouer une subvention fédérale à son exécution, et à quel montant celle-ci doit être fixée.

La commission des beaux-arts sera représentée dans le jury par deux au moins de ses membres.

Si des modifications au projet sont exigées, elles devront être indiquées avec précision et communiquées par écrit au département de l'intérieur, à l'intention de l'autorité ou du comité qui a pris l'initiative du monument, ainsi que de l'artiste chargé de l'exécution.

La commission des beaux-arts fait surveiller l'exécution de l'œuvre par un de ses membres, qui lui présente à ce sujet un rapport écrit.

Art. 42. Avant qu'une subvention fédérale soit définitivement accordée, l'autorité ou le comité qui a pris l'initiative de l'érection du monument doit fournir la garantie qu'il sera pourvu convenablement et sans contribution de la Confédération à l'entretien de l'œuvre.

Pour le calcul de la subvention fédérale, on ne tiendra compte que des sommes dépensées pour l'exécution de l'œuvre d'art proprement dite.

Le total de la subvention ne pourra dépasser le quart des frais devisés.

La subvention allouée pour un seul monument, non plus que le total des subventions allouées en une année à l'érection de monuments, ne pourront excéder le quart du crédit annuel des beaux-arts.

Art. 43. Aucune subvention fédérale ne sera accordée pour des œuvres exécutées sans une demande de subvention préalable et sans examen et préavis de la commission des beaux-arts.

CHAPITRE V

Dispositions relatives à la reproduction d'œuvres d'art appartenant à la Confédération.

Art. 44. En principe, la Confédération n'acquiert d'œuvres d'art qu'à la condition d'acquérir en même temps le droit d'auteur, c'est-à-dire le droit exclusif de reproduction ou d'exécution par tous procédés. Des exceptions à cette règle peuvent être faites pour les œuvres d'art graphique ou de petite plastique.

Art. 45. Celui qui désire exécuter une copie d'une œuvre d'art appartenant à la Confédération devra en demander l'autorisation par écrit au département de l'intérieur. La demande indiquera exactement par quel procédé et dans quel but la copie doit être exécutée.

Art. 46. Le département suisse de l'intérieur prononce librement sur la demande, après l'avoir soumise au préavis de la direction de la collection dans laquelle l'original est déposé; s'il s'agit de la reproduction d'une œuvre par la gravure sur cuivre, la gravure sur acier, l'eau-forte ou tout autre procédé du domaine de l'art, l'auteur de l'œuvre originale sera en outre entendu.

Les copies doivent être expressément désignées comme telles et munies d'une mention indiquant l'auteur de l'œuvre originale, ainsi que le propriétaire et le dépositaire.

Le département de l'intérieur formule dans chaque cas les autres conditions attachées à l'autorisation.

Art. 47. Les directions des collections dépositaires des originaux veilleront à l'observation stricte des conditions auxquelles l'autorisation a été accordée.

Art. 48. L'autorisation de reproduire une œuvre d'art est incessible, et valable pour six mois seulement. Si la reproduction n'est pas achevée avant l'expiration de ce délai, la demande doit être renouvelée au département de l'intérieur.

Art. 49. Les copies ne peuvent être faites qu'à main levée ou par la photographie.

Les calques, poncés, métrages ou moulages sont interdits.

Art. 50. Le département de l'intérieur peut faire dépendre l'autorisation du versement d'une indemnité convenable, une fois versée ou périodique, qu'il allouera selon les circonstances à l'auteur de l'œuvre originale, à son conjoint survivant, à ses enfants, à ses père et mère, ou à la caisse de secours des artistes suisses.

En outre, le département peut astreindre le demandeur à la remise gratuite d'un nombre convenable d'exemplaires de la reproduction, destinés aux collections fédérales et cantonales, ainsi qu'à la cession gratuite des clichés.

Art. 51. Les personnes autorisées à reproduire des œuvres d'art sont tenues de se conformer, dans l'exécution de leur travail, aux règlements spéciaux des musées dépositaires des œuvres à reproduire. Elles sont responsables de tout dommage causé aux œuvres d'art par leur faute ou leur négligence.

CHAPITRE VI

Dispositions concernant l'allocation de bourses d'études.

Art. 52. Le département de l'intérieur est autorisé à prélever chaque année sur le crédit des beaux-arts une somme de fr. 20,000 au maximum pour l'allocation de bourses à des artistes suisses ne possédant pas des ressources suffisantes pour continuer leurs études.

Art. 53. Les artistes qui désirent obtenir une bourse doivent en faire la demande par écrit au département de l'intérieur, avant le 31 décembre de chaque année. La demande contiendra une relation sommaire des études antérieures du demandeur; elle sera accompagnée d'un acte d'origine ou d'une autre pièce officielle attestant sa nationalité et son âge. En outre, le demandeur enverra à la chancellerie du département de l'intérieur, afin qu'on puisse juger de ses aptitudes, deux ou trois de ses travaux les plus récents, sans signature ni autre indication d'auteur.

Sont exclus du concours les artistes âgés de plus de quarante ans, ou qui s'y sont déjà présentés cinq fois sans succès.

Art. 54. Seront seules prises en considération les demandes d'artistes dont les œuvres témoignent de dons artistiques et d'un degré de développement tel qu'on puisse attendre un avantage sérieux d'une prolongation de leurs études.

Art. 55. Des bourses peuvent aussi être allouées à des artistes de valeur, pour leur faciliter l'exécution d'une œuvre importante. La limite d'âge prévue à l'article 53 n'est pas applicable dans ce cas.

Art. 56. Le même artiste ne pourra bénéficier plus de trois fois d'une bourse annuelle. Le montant de celle-ci peut varier, mais dans la règle il ne sera pas inférieur à fr. 1500, ni supérieur à fr. 2000.

La commission des beaux-arts examine les demandes et présente

des propositions au département de l'intérieur ; le Conseil fédéral décide de l'octroi des bourses.

Le montant des bourses allouées sera versé par trimestre.

Art. 57. La commission des beaux-arts exerce une surveillance sur la manière dont les bénéficiaires utilisent les bourses, et fait rapport à ce sujet au département de l'intérieur. A cet effet, les boursiers devront lui fournir, après réception du troisième quartier de la bourse, une relation écrite de leur activité durant l'année, et lui remettre deux à trois des travaux exécutés dans cette période. Si des difficultés d'ordre technique ou pécuniaire s'opposent au transport, des photographies pourront être envoyées au lieu des originaux, moyennant l'assentiment préalable du département de l'intérieur.

Art. 58. Les travaux exécutés durant la période pour laquelle la bourse a été allouée demeurent la propriété de l'artiste ; la commission des beaux-arts peut en proposer l'acquisition.

CHAPITRE VII

Dispositions transitoires et finales.

Art. 59. Le mandat des membres actuels de la commission des beaux-arts expirera dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

En vue de permettre l'application régulière de l'article 4 de cette ordonnance, le Conseil fédéral fixera, lors de la nomination des membres de la commission, la durée des fonctions de chacun d'eux.

Art. 60. La présente ordonnance abroge tous les règlements d'exécution et ordonnances antérieurs sur la protection des beaux-arts, y compris le règlement concernant la reproduction d'œuvres d'art appartenant à la Confédération, du 13 avril 1897.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1915.
Berne, le 3 août 1915.

AU NOM DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le vice-président,
DECOPPET.

Le vice-chancelier.
DAVID.

Communications des Sections.



Lettre de la Section vaudoise.

Lausanne, 5 septembre 1915.

Dans sa séance d'hier, 4 septembre 1915, la Section vaudoise a décidé de présenter à l'Assemblée générale les propositions suivantes :

1^o Beaucoup de nos membres se trouvent en ce moment dans une situation qui les oblige à renvoyer à plus tard toute dépense qui n'est pas d'absolue nécessité, et par cela même, ont dû différer l'acquittement de leurs cotisations. Or, l'art. 14 de nos statuts prescrit que : « sont rayés d'office de la liste des membres ceux dont les deux dernières cotisations annuelles ne seront pas parvenues à la caisse centrale. »

Il serait peu charitable, dans les temps de crise que nous traversons, d'appliquer rigoureusement un tel article, et il nous semble qu'une dérogation à nos principes et règlements s'impose de soi-même.

Nous proposons en conséquence de prolonger exceptionnellement le délai fixé et de dire que : « Considérant les temps difficiles que nous traversons, les artistes en retard dans le payement de la contribution annuelle pour une cause indépendante de leur bonne volonté, ne pourront être rayés d'office de la liste des membres, que si le retard dépasse trois années ».

2^o Notre section, dans le même ordre d'idées, s'est demandé s'il ne serait pas possible de réduire la dite cotisation annuelle pour le prochain exercice, soit 1916, et d'abaisser à 8 francs par exemple cette cotisation. Plusieurs sociétés vaudoises ont agi dans cet esprit afin

de soulager dans une certaine mesure les finances de leurs membres, et la Société vaudoise des Beaux-Arts a décidé récemment de suspendre toute contribution pour l'exercice 1915.

Sans aller jusqu'à une mesure aussi radicale et d'ailleurs impossible, nous maintenons que le Comité Central, sur l'avis de l'Assemblée générale, pourrait réduire de quelques francs les charges annuelles, et nous proposons pour l'an prochain de fixer à 8 francs la cotisation ordinaire.

R. LUGEON,
Président de la Section vaudoise.



Section de Paris.

Proposition présentée à l'Assemblée générale 1914 (Art suisse n° 146) et reprise pour l'Assemblée 1915.

L'artiste dont les œuvres sont reçues en partie, aura le droit de désigner lui-même la ou les œuvres qu'il voudrait avoir exposées, à la condition qu'elles ne dépassent pas une dimension déterminée d'avance.

L'artiste établirait au moment de l'envoi un ordre de préférence, ce qui éviterait un échange de correspondance.

† Maurice Baud

(*Journal de Genève, 12 août 1915.*)

Pauvre garçon !... Cette expression paraîtra sans doute un peu trop familière quand la mort passe, et quand il s'agit d'un homme tout près de la cinquantaine.



Maurice Baud
par Alex. Blanchet

taine, mais elle est sûrement venue aux lèvres de tous ceux qui ont connu Maurice Baud, demeuré si jeune de